



Assises de la société écologique du post-urbain

Déménageons le territoire !

Vendredi 23 juin – Dimanche 25 juin à Vasles, Deux-Sèvres

(Dé)métropolisation et (dé)ménagement du territoire

Conférence de Guillaume Faburel (Université Lyon 2, UMR Triangle, coordinateur des EGPU)

D'essence productiviste et libérale, la métropolisation a des conséquences dont le caractère délétère n'est plus à démontrer, écologiquement et socialement, culturellement et politiquement. Comment désurbaniser nos vies et réempaysanner nos sociétés ? Comment façonner une autre géographie, un brin plus vivante et respectueuse des milieux ?

Cela fait trois ans qu'une vingtaine d'organisations se retrouvent régulièrement dans les États Généraux de la société écologique du post-urbain pour y travailler, à partir de 4 axes qui structurent la réflexion collective :

1. Elucider et déconstruire les imaginaires métropolitains (cultures du confort et démesure, stimulations et artifices, masses et technostructures...).
2. Penser et confronter les conditions d'installations rurales (besoins vitaux et autonomie, rapports à la terre et types d'activités, rapports aux lieux et formes d'habiter...);
3. Concevoir et aider à la naissance de biorégions post-urbaines (ou comment faire communauté politique dans le post-urbain)
4. N'abandonner personne à l'enfer du béton (populations précaires et « lers de corvée » encore assignés aux devenirs métropolitains).

Un Appel inter-organisations a été conçu en mai 2021, lors du séminaire de deux journées à Villarcoux (Vexin français). Il s'intitule **Au-delà des métropoles et vise, par l'énoncé de constats et désirs partagés, à ouvrir encore plus à d'autres acteurs, associations et fédérations, fondations ou collectifs inscrits dans la lutte et la coopération.**

AU-DELÀ DES MÉTROPOLIS
Appel à rejoindre le mouvement
Pour une société écologique post-urbaine
Le 27 mai 2021, Villarcoux

NOUS DÉSIRONS plus d'humilité et de simplicité dans un monde dévot par la démesure et l'accélération ; mais aussi de la poésie, de la créativité, de la spiritualité et tout ce qui nous relie au vivant. Il nous faut aujourd'hui politiquement les défendre.

NOUS DÉSIRONS bâtir une civilisation en adéquation avec les ressources et la préservation des écosystèmes, retrouver du sens dans nos activités quotidiennes, dans la satisfaction de nos besoins essentiels et dans notre façon d'habiter la Terre.

NOUS DÉSIRONS mettre des espaces et des pratiques de convivialité, d'échange, des relations respectueuses déléguant les rapports de domination, aussi bien dans nos relations au vivant que dans nos relations humaines et sociales.

Dans le même temps, NOUS CONSTATONS des bouleversements et des déléments liés au dérèglement écologique et social en cours.

NOUS CONSTATONS un gigantisme sans limite incarné par la métropolisation qui tue et maïlle le vivant.

NOUS CONSTATONS un accaparement du monde par la société industrielle qui nous isole et nous déstabilise à petit feu.

Ce n'est pas le monde que nous souhaitons.

NOUS RECONNAISSONS les besoins et aspirations grandissantes à trouver d'autres manières d'habiter et de relationner avec le vivant et les rités humains.

NOUS RECONNAISSONS un foisonnement d'expériences alternatives qui concurrencent de nouveaux imaginaires et proposent un autre rapport au monde, kin de l'espace du monde urbain.

NOUS RECONNAISSONS la capacité aux habitants de questionner leurs propres besoins et de réinventer des manières plus autonomes, interdépendantes et solidaires de les satisfaire.

Dès lors, NOUS APPELONS à réunir et mutualiser toutes nos différences, altérités, histoires, expériences ; à coopérer fraternellement.

NOUS APPELONS à faire conscience, à nous rencontrer, à s'accorder du temps, à résister et agir ensemble ; à expérimenter notre changement.

NOUS APPELONS à imaginer d'autres organisations socialement établies, écologiquement responsables, démocratiquement autogérées, en ne laissant personne de côté ; à cultiver l'espoir, réellement.

Rejoignez le mouvement Pour une société écologique post-urbaine !

16

**MANIFESTE
POUR UNE
SOCIÉTÉ
ÉCOLOGIQUE
POST-URBAIN**

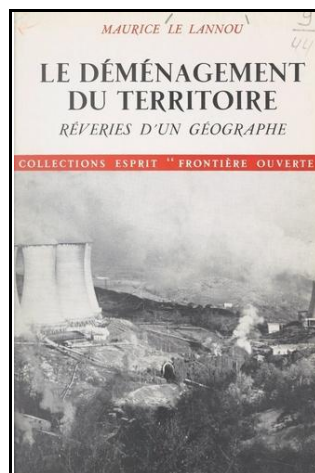
*Vivre à une taille décente
pour respecter le vivant*

Négation du vivant et pollutions en cascade, fournaises estivales et artificialisations des sols comme des relations sociales... **les grandes villes présentent des environnements de vie de moins en moins habitables, sources de destructions et de souffrances, et ce partout sur la planète.**

Maïs, pour impulser des changements, il ne suffira pas que les extinctions de masse rythment nos mondes ; il ne suffira pas de constater toute la douleur des vivants brûlés par l'étau climatique ; il ne suffira pas de croiser toutes les victimes de catastrophes naturelles sur notre route extractiviste. Les lignes idéologiques dominantes ne suffisent plus à cacher l'évidence d'un capitalisme mondialisé et de ses États-nation, d'un productivisme réarmé et du consumérisme débridé au cœur de notre mal. Il nous faut questionner les choix de développement urbain qui ont partout sur terre conduit à ce drame.

Le thème de ces assises, « Déménageons le territoire », a un triple sens.

D'abord, une opposition stricte aux préceptes et doctrines de l'aménagement de ce jour, véritable technique du pouvoir visant à faire prévaloir l'habiter urbain sur toute forme de vie ; ensuite, une ouverture au « ménagement », à la fois à destination des humains comme des non-humains, qu'il s'agirait de ménager, eux surtout, en cessant de vouloir tout a-ménager ; enfin, sens le plus lisible, le « déménagement » des humains, pour peupler autrement les territoires, autrement que ce qui est permis par le règne actuel des métropoles et des concentrations urbaines. C'est en ce sens qu'est repris le mot de Maurice Le Lannou qui, devant le constat de « l'exode rural forcé » du siècle dernier, tentait dans les années 1960 la proposition d'un autre aménagement.



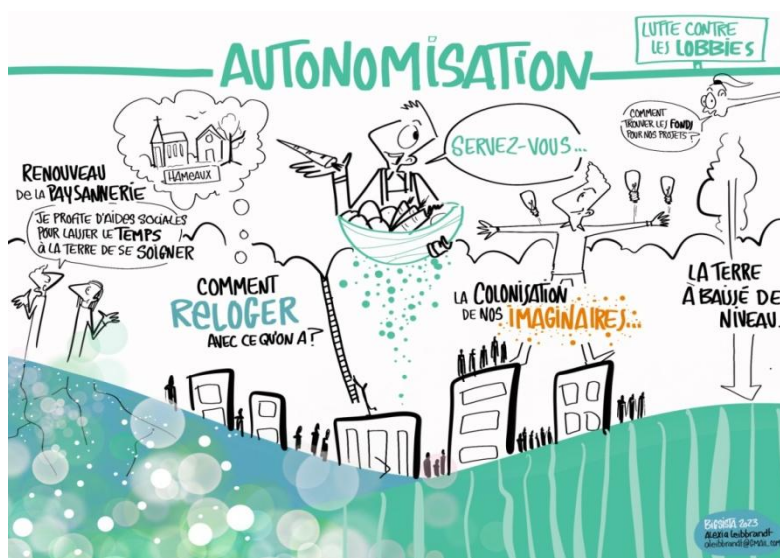
Toutefois, ce repeuplement ne peut se faire n'importe comment. Il nous faut travailler à partir des projections à 2050 dont nous disposons (les fournaies urbaines attendues, les problèmes alimentaires et énergétiques posés...). Si les récentes études ne démontrent pas d'exode urbain en soi depuis le covid (merci à elles), elles ne font que confirmer ce que l'on savait déjà fort bien dans des champs un peu plus éclairés de la géographie et de la sociologie : des débranchements « à bas bruit » émaillés sur l'ensemble de l'espace hexagonal.



Dessin de Sylvain Moizie-Rondet

Le débat est donc plutôt à situer du côté de la nature de la tendance du débranchement général, resituant ces signaux faibles dans la dynamique du monde actuel. Quelle typologie de lieux serait à même d'offrir des possibilités d'installation et d'action ? Quel cadre de vie pour projeter ce déménagement généralisé ? De quoi avons-nous besoin ? Que laisser, que garder ?

D'abord, les données nous exhortent collectivement de diviser par 4 à 6 nos empreintes écologiques et ce faisant nos niveaux de consommation d'ici 2050. Or, nous disposons actuellement de 37 millions de logements en France, pays où en moyenne 2 logements sortent de terre pour 1 Français supplémentaire. Dedans, plus de 3 millions de logements vacants, plus de 3 millions de résidences secondaires, plus de 6 millions de logements sous-occupés, le tout très majoritairement hors des métropoles et ce sans même compter les 1,5 millions d'hébergements touristiques de montagne qui dorment 10 mois par an (et 120 000 de plus annoncés dans les 10 prochaines années !). Et ce comme les ressources forestières (17 millions d'hectares), ou encore l'ensemble des terres aux fins vivrières (mais à 38% de la surface hexagonale surexploitée industriellement). Il nous faut donc considérer comme ressources le maillage territoriale de 10 000 petites villes de proximité jusqu'aux bourgs centre et gros villages, à quoi il faut ajouter petits villages, hameaux et lieux-dits.



L'hypothèse que nous portons consiste en un repeuplement par ilots de 30/40 000 habitants, des biorégions, sur des cercles géographiques de 30 km de diamètre environ, permettant aux humains de se re-territorialiser au sein d'écosystèmes propres (sans être exclusifs), de cultures locales, de ressources endogènes, en repartant des 496 régions naturelles, des 496 pays géographiques proposés au milieu des années 90 (ramenés en 2014 à 330 Pôles d'équilibre territorial et rural – PETR, dispositifs créés par la même loi que celle portant création des Métropoles et des Intercommunalités XXL et qui vise toujours plus à regrouper fonctionnellement à des fins d'attractivité territoriale au détriment de stratégies supra-communautaires clairement unitaires, et donc potentiellement biorégionales).

Nous savons par ailleurs que, même si malmenés par les autorités centrales, même si dorénavant rivaux de dispositifs urbains importés dans les campagnes (cf. tiers lieux), des acteurs historiques existent (foyers ruraux, CPIE, centres d'accueil et d'hébergement...) et disposent de l'expérience nécessaire pour la réalisation de cette géographie alternative. Enfin, a contrario du technosolutionnisme d'État, ces lieux autrement repeuplés permettraient une écologie faite d'autolimitation et d'autogestion. Il ne faut que 3 000 à 4 000 m² par personne pour prétendre à de l'autonomie alimentaire et énergétique, mais également constructive, ce qui, ramené au nombre d'habitants, représente la quantité réelle de m² de terres artificialisées actuellement en France (une fois l'agriculture intensive intégrée au calcul).

Et c'est ainsi que nous entendons parler en Espagne d'un programme de repeuplement des campagnes pour les moins de 35 ans, avec de vrais moyens alloués à ces fins depuis 2021. C'est ainsi que le gouvernement japonais offre depuis l'an dernier aux tokyoïtes des moyens

d'aller habiter dans des villes moins peuplées, ou que les Etats-Unis vivent une grande dispersion par repeuplement des villes moyennes. « *Quand les événements nous dépassent, feignons d'en être les organisateurs* » (Cocteau).

